II. Pourvu toujours, et qu'il soit statué, que dans tout tel cas, des copies des dépositions sur lesquelles le warrant originaire aura été accordé, certifiées sous la signature de la personne ou des personnes qui auront émané tel warrant, et attestées sous le serment de la partie qui les produira, être de vraies copies des dépositions originales, pourront être admises en preuve de la criminalité de la personne ainsi appréhendée.

Des copies, &c. des dépositions seront admises en preuve, &c.

III. Et qu'il soit statué, que sur le certificat de tel Juge de Paix, ou autre personne ayant pouvoir d'emprisonnement comme susdit, que tel prévenu a été ainsi emprisonné, il sera loisible à l'un des Principaux Secrétaires d'Etat de Sa Majesté, ou en Irlande, au Secrétaire en Chef du Lord Lieutenant d'Irlande, et dans aucune des Colonies ou Possessions d'outre-mer de Sa Majesté, à l'Officier ayant l'administration du Gouvernement de telle Colonie ou Possession, d'ordonner, par warrant revêtu de son seing et sceau, l'extradition de la personne ainsi emprisonnée, à la personne ou aux personnes autorisées à la recevoir au nom des Etats-Unis, et à la conduire sur les Territoires des dits Etats-Unis, pour y subir son procès pour le crime dont elle sera ainsi prévenue, et telle personne sera livrée en conséquence, et il sera loisible aux personnes autorisées comme susdit, de détenir telle personne en état d'arrestation et de la conduire aux territoires des dits Etats-Unis, conformément à tel 'Traité ; et si la personne ainsi prévenue s'échappe de l'état d'arrestation où elle pourra être ou devenir après avoir été livrée comme susdit, elle pourra être reprise comme toute personne prévenue d'un crime contre les lois de la partie des Domaines de Sa Majesté où elle se sera ainsi échappée, pourrait l'être après une fuite.

Le fugitif pourra être livré aux personnes autorisées à le recevoir par les E. U. &c.

Cas de fuite.

IV. Et qu'il soit statué, que lorsqu'une personne emprisonnée en vertu du présent Acte, pour l'être jusqu'à son extradition conformément à quelque réquisition comme susdit, ne sera pas ainsi livrée et conduite hors des domaines de Sa Majesté dans les deux mois de Calendrier après son emprisonnement, en sus du temps actuellement requis pour la conduire de la prison où elle sera détenue hors des Domaines de Sa Majesté, par la voie la plus prompte, il sera loisible à aucun des Juges de Sa Majesté de la partie des Domaines de Sa Majesté où sera détenu le prévenu, sur requête à cet effet de la part du prévenu, et sur preuve qu'avis raisonnable de son intention de présenter telle requête a été donné à l'un des Principaux Secrétaires d'Etat de Sa Majesté, ou en Irlande, au Secrétaire en Chef du Lord Lieutenant d'Irlande, et dans les Colonies ou Possession d'outre-mer de Sa Majesté, à l'Officier ayant l'administration du Gouvernement d'aucune telle Colonie ou Possession, d'ordonner que la personne ainsi détenue soit déchargée et libérée, à moins que bonne cause à ce contraire ne soit donnée à tels Juge ou Juges.

Après une détention de deux mois, le prisonnier sera libéré, à moins de bonne cause à ce contraire.

V.